

# FÉDÉRATION DES CANADIENS-FRANÇAIS

Bulletin de liaison No 32  
4<sup>e</sup> trimestre 2024  
9 octobre 2024

## Matière

- 1- **Mot du président**
- 2- **Le référendum tape le demi-siècle. Belle occasion pour un bilan**
- 3- **Nous aurait-on volé notre nom... ou la persistance d'un mythe ?**

Rédaction : Gilles Verrier  
Édition et diffusion : Pierre Bouchard



## 1- Mot du président

Ce 32<sup>e</sup> bulletin de liaison s'adresse à ceux qui soutiennent nos activités. D'abord à ceux qui ont mis la main à la poche pour maintenir à flot le site web et nos activités connexes. Il est aussi envoyé à quelques autres qui manifestent de la sympathie pour nos idées et qui souhaitent que les Canadiens-Français prennent leur place dans l'actualité. En fait, nous cherchons à donner la réplique au ronronnement souverainiste, consolider nos positions pour que finalement on fasse du chemin sur de bonnes fondations. Nous ne consentons pas à tenir pour morte une nation de 400 ans, même si son statut est inexistant et qu'elle est inlassablement attaquée depuis cinquante ans avec des coups qui viennent d'une direction que l'on n'attendait pas.

Ceux qui nous soutiennent contre le cortège nourri aux faux espoirs font partie des continuateurs et des vigiles. Modestement, nous croyons être une voix de l'histoire qui se fait, une voix de l'actualisation nationale. Après cinquante ans de l'approche référendaire, il faut revenir de nouveau sur l'œuvre délétère de Claude Morin. Nous l'avions déjà fait lors du Forum sur les 45 ans de l'étapisme. René Lévesque ne l'a jamais arrêté, il a été son acolyte. Morin a été maître en procédés dilatoires, ce qui veut dire un créateur de démarches pour perdre du temps ou pour perdre tout court. Le PQ porte une part non négligeable de responsabilité dans le déclin de la nation canadienne-française. Nous verrons pourquoi.

Le ralliement graduel à une approche référendaire contraignante telle que nous la connaissons aujourd'hui est le résultat des modifications ajoutées au projet initial. Au départ, pour le faire accepter, le recours au référendum ne devait s'appliquer que dans certaines situations. Avec son origine fédéraliste, que Morin révéla en 1991, il devient doublement suspect.

Effectivement, il aura fallu du temps pour faire adopter le référendum (1974) à des militants qui n'en voulaient pas. Et, si la démarche était en apparence démocratique, elle n'était pas moins entachée d'une volonté d'imposer la formule sans ménagement. Comme dans le fameux épisode de la carte de rappel. De plus, connaissant les rapports entre Claude Morin et la GRC, nul ne peut écarter la possibilité que l'affaire fût orientée dès le début.

Pour marquer le cinquantième anniversaire de l'adoption de l'approche référendaire, nous allons publier l'état de nos recherches. Les références qui manquent ici y seront. En attendant, le présent bulletin donne un aperçu de la suite.

Moi-même et Guy Huard travaillons de pair sur ce projet qui consiste à rechercher des documents pertinents, examiner les sources primaires pour vérifier nos idées et les mettre à jour. Finalement, synthétiser, écrire et diffuser.

Visitez le site internet <https://www.canadiens-francais.com>.

### **Comment pouvez-vous participer ?**

- Vous pouvez contribuer au contenu du projet en cours, ou simplement suivre son évolution si vous en faites la demande.
- Vous pouvez organiser une rencontre publique ou une séance vidéo en lien avec les 50 ans du référendum à Montréal, Québec ou ailleurs...
- Réseautage. Vous pouvez constituer une liste de contacts pour relayer plus largement nos publications. Ceci est très important, ne demande pas de qualifications particulières et serait grandement utile.
- Vous pouvez nous aider financièrement. Présentement, notre situation financière est saine. Notre priorité est de couvrir les coûts d'hébergement et les mises à jour des applications web. Avec plus de fonds, la publication d'une plaquette ou d'un livre pourrait faire son chemin.
- Nous aurions besoin de quelqu'un pour prendre en charge la gestion des finances. Comme mentionné dans le passé, avec de nouveaux participants, nous serions en mesure de former un groupe mieux structuré. D'ici là, on continue de se présenter comme un groupe de réflexion.

Haut les cœurs !

Gilles Verrier

## **2- Le référendum tape le demi-siècle. Belle occasion pour un bilan**

---

Un bilan fait habituellement l'inventaire des profits et pertes. C'est ce que nous ferons !

Qu'avons-nous gagné ? Qu'avons-nous perdu ? Au regard des promesses, des espoirs et des manœuvres plus triviales, l'encre rouge est partout. Mais, au sommet, comme d'habitude, la tête enfouie dans le sable, tout est beau, on continue... Parler d'omerta serait exagéré, on parlera plutôt de déni. Il y a tant de questions en suspens, écartées par le ronronnement souverainiste.

En politique politicienne, il ne peut être question de bousculer les certitudes d'un électorat acquis. Il faut juste l'entretenir dans ses illusions. Prendre des risques quant à la vérité admise, bien que contestable, ne cadre pas avec les stratégies de relations publiques qui visent d'abord le pouvoir. On estime probablement qu'il suffit de récupérer des électeurs fatigués de la CAQ et de marteler certaines lignes considérées plaisantes à entendre pour les indécis pour que PSPP, l'étoile montante, se glisse au pouvoir. Du reste, pourquoi prendre le risque d'ouvrir une boîte de Pandore, comme un débat sur la stratégie référendaire ? Le passé référendaire est assez lourdement chargé, notamment contre un peuple accusé de ne pas avoir suivi, qu'un débat pourrait briser les digues d'un souverainisme satisfait de lui-même.

De nos jours, la démocratie est un concept dégradé qui se paie de mots. Souvent une affaire de vendeurs de bottines ! Voyez le Bloc québécois qui n'a de cesse de sermonner la Chine à propos des Ouïghours du haut de l'irréprochable démocratie canadienne. Cette nation aurait pourtant, à ma connaissance, des droits nationaux reconnus au même titre que les autres minorités nationales de Chine. Dans cette affaire, je ne ferai sans doute pas consensus, mais je me lance. Le BQ est-il plus proche d'une lèche à l'OTAN que de la réalité ouïghoure ? L'affaire est bonne et je résiste mal à l'envie de poser carrément la question : le BQ défendrait-il un de ces jours les Canadiens-Français avec autant de zèle qu'il défend les Ouïghours au Département d'État américain, à Saint-Gédéon (Lac Saint-Jean) ou à Prague ? Nation ethnique pour nation ethnique ? La tienne ou la leur ?

N'en déplaise. Les cinquante ans ont sonné. Il faut maintenant répondre à ces années de procédés dilatoires. Il le faut pour revenir à plus de lucidité, pour mettre fin à une funeste fuite en avant. Que Paul Saint-Pierre-Plamondon, lui qui hérite de tout ça, ne donne aucun signe de vouloir entamer une réflexion que ses responsabilités commandent est déplorable. C'est peut-être impossible, mais combien révélateur : PSPP ne sera donc pas l'homme de la situation. À sa décharge, il est vrai, les hommes providentiels ne courent pas les rues. Réfléchir sur l'échec d'un demi-siècle dominé par la hantise référendaire est apparemment hors de question ou au-dessus de ses forces. Sans le dire, le PQ s'apprêterait donc à nous garder captifs des mêmes ornières. Fondamentalement, je n'en démords pas, c'est tourner la démocratie en dérision et imposer le bâillon.

### **3- Nous aurait-on volé notre nom... ou la persistance d'un mythe ?**

---

L'affirmation est récurrente chez les souverainistes : on s'est fait voler notre nom ! Nous n'avons pas d'autre choix que de se dire Québécois, dit-on. À cette orthodoxie souverainiste faussement chagrinée : « On s'est fait voler », on se garde bien de crier au vol et de réclamer son bien. Vu sous cet angle, l'affaire est suspecte et mérite un examen.

C'est Henri Bourassa, fondateur du journal *Le Devoir* en 1910, qui encourageait les *British* et les *English* à se dire *Canadians*. Il était de ceux qui invitaient les Anglais à partager notre nom : Canadiens pour nous, *Canadian*, pour eux. Son but était de les éloigner de la Couronne britannique pour former un Canada des deux nations. Le pauvre homme avait sous-estimé le risque qu'après s'être renommés *Canadian*, ces derniers reprennent à leur compte l'héritage impérialiste et colonial. C'est donc Bourassa (et d'autres) que les historiens qualifient de grand nationaliste canadien-français qui a invité les Anglais à devenir plus *Canadians*. Dans un tel cas, est-il justifié de parler de vol quand il s'agit d'une invitation ?

#### **Que se cache-t-il derrière le prétendu vol de notre identité ?**

Posée autrement, la question pourrait être : pourquoi a-t-on cessé de s'appeler Canadiens-Français ? Voici une explication. Dès 1960, l'idée d'organiser des états généraux du Canada-Français commence à circuler. Si l'idée de réunir les Canadiens-Français et Acadiens d'un océan à l'autre connaît du succès, c'est grâce au travail colossal de milliers de bénévoles de la société civile et des corps intermédiaires, comme les caisses populaires de l'Ontario et du Québec. La nation put se rencontrer grâce au dévouement patriotique de ses membres. Les assises s'ouvrirent finalement en 1967 et reprennent en 1969. Les buts sont louables et opportuns. Au temps du centenaire de la Confédération, il s'agit de jeter les bases d'une position commune des Canadiens-Français en vue de négociations constitutionnelles qui sont imminentes. Ce rapprochement réveille une continentalité dynamique et peut-être une nouvelle cohésion. Des conséquences positives considérables pouvaient s'ensuivre.

#### **Un regrettable coup de théâtre**

Des indépendantistes du RIN interviennent aux assises et font les trouble-fête. Des articles et des lettres dans les journaux de l'époque le réprouvent. Pour comble, les Canadiens-Français de l'extérieur sont indisposés lorsqu'on les place devant l'obligation de se prononcer sur le droit du Québec à l'autodétermination. Peu diplomatique, lancée à des invités qui n'étaient pas là pour ça, la proposition est mal accueillie. Elle provoque le schisme qu'une minorité semblait désirer. Était-ce pour cette minorité un premier pas facile vers la séparation du Québec du Canada ? C'est possible. Mais ce premier pas sera aussi le dernier. La division, en partie le résultat de provocations malheureuses, ne servira que la cause d'Ottawa. Il n'y aura pas de partie remise.

De là, notre gentilé va périlcliter. Au Québec, le vocable canadien-français fera l'objet de dénigrement et de railleries surtout de la part d'indépendantistes qui associent Canadiens-Français à l'ennemi fédéraliste. Cependant, notre identité bien ancrée décline à mesure que s'impose dans l'usage l'identité québécoise. En 1969, l'échec des états généraux est l'échec constitutionnel des Canadiens-Français. Il va donner le champ libre à Trudeau qui passe à l'action avec la loi sur les langues officielles adoptée la même année. Elle segmente les Canadiens en communautés linguistiques provinciales, appartenant à l'une ou l'autre des deux langues officielles. Elle crée de toutes pièces de nouvelles identités linguistiques, telles que Fransaskois, Ontariois, etc. La nation historique est démembrée par provinces.

L'échec des états généraux du Canada français est une victoire que Trudeau ne pouvait espérer. Il en profita largement. Il ne lui restait que le Québec à neutraliser. L'opération de neutralisation commence la même année (1969) et prend la forme d'une « approche référendaire », tout se tient. Imaginée à Ottawa, comme on l'a vu plus haut, elle sera passée à Claude Morin par l'entremise de trois hauts fonctionnaires fédéraux qu'il rencontra à plusieurs reprises, ceci de son propre aveu. À Ottawa, on avait fait le calcul. L'approche référendaire devait garantir un perpétuel blocage. Elle sera donc la pièce maîtresse des piétinements et défaites suivantes. Pour en rajouter, il est avéré que le fédéral trempa à la même époque dans des actes terroristes. La peur instillée au sein du peuple et ses pions en place, Trudeau va donc surfer sans trop d'opposition, un euphémisme, jusqu'à la loi constitutionnelle de 1982.

Les Québécois, une dénomination politique d'apparition récente (autre chose que la communauté de ceux qui vivent au Québec) se sont donc vigoureusement séparés des Canadiens-Français. Non seulement par le truchement du Trudeau de Cité libre, mais par l'exaltation d'une nouvelle identité dont les espoirs se fondaient sur la mise au rancart de l'identité canadienne-française allègrement qualifiée de révolue, cléricale, trop conservatrice et j'en passe. En fait, une identité de colonisés tout juste bonne à jeter. Québécois, c'était frais et mieux. Ça voulait dire l'indépendance et l'amour libre !

Les libéraux, Trudeau et Lévesque, ne manquaient pas de casser du sucre sur le dos des C-F. Ces deux hommes avaient-ils un intérêt à diviser la nation historique ? Pour le premier, on en est sûr, pour le second on dirait que oui.

Un quasi-chauvinisme québécois en forte réaction à la dimension continentale des Canadiens-Français avait certes de quoi réjouir Trudeau. La question linguistique, réductrice de la question nationale dans son entendement historique, passa aux provinces (hormis le cas des institutions fédérales). De façon contre-intuitive, la provincialisation de notre continentalité est mise en œuvre par Trudeau et les indépendantistes. Un dommage à notre cause difficilement réparable. En octobre 1968, Lévesque refusa d'appuyer Daniel Johnson. Il réprouvait même dans des termes forts celui qui se débattait comme un diable dans l'eau bénite à Ottawa, à un contre dix. Johnson avait eu le malheur de prendre pour point de départ des négociations constitutionnelles qui s'ouvraient : le Québec comme foyer principal des Canadiens-Français et point d'appui de la diaspora. Les souverainistes répètent qu'on s'est fait voler notre nom. Ne serait-ce pas pour se disculper de l'avoir fait disparaître eux-mêmes qu'ils en accusent d'autres ?

La démarche souverainiste et référendaire est partie prenante du plan de Trudeau dont René Lévesque a été un instrument plus ou moins conscient et consentant. Cela dit sans rien nier des qualités de l'homme. On ne peut reprocher à personne de ne pas porter un destin providentiel, surtout quand c'est très difficile. Libre à chacun de l'aduler encore aujourd'hui.

Les souverainistes ont commis deux erreurs d'appréciation consécutives.

**La première**, en se séparant de la continentalité nationale canadienne-française. Du moment qu'elle mise uniquement sur sa majorité au Québec, l'élite nationale commet une première erreur. Les états généraux en sont un marqueur. La loi de Trudeau sur les langues officielles (1969) est fort structurante. Elle décrète la segmentation par provinces d'une nation canadienne-française en difficulté, elle la sépare plutôt que de l'unir. Les Canadiens-Français de partout mordent à l'hameçon, mais pour des raisons différentes. Cependant, le point d'appui du Québec et sa diaspora sont coupés de leurs liens dans un moment d'incertitude quant à l'avenir. L'identité québécoise était progressiste, l'identité canadienne-française plus conservatrice, n'avait que des défauts aux yeux de la première. Les indépendantistes ne leur pardonnent pas de privilégier une réforme du fédéralisme à la Johnson et de craindre une indépendance pure et dure. Les indépendantistes pensaient, eux, que la majorité de francophones au Québec leur donnait des ailes que les autres n'avaient pas.

**La deuxième**, pour des raisons référendaires, les Québécois se disent moins canadiens-français que proches des anglophones du Québec à qui ils feront la cour. Ces derniers pouvaient être désignés comme Québécois. Ils étaient donc de nouveaux compatriotes, par primauté du territoire sur une appartenance socioculturelle et historique. Cependant, malgré les multiples gestes de rapprochement, ils ne se sentent toujours pas concernés. Compatriotes sur papier, sollicités par une nation qui se réclame d'un civisme très politiquement correct, ils ne sont pas émus. Rien ne changera leur fidélité au Canada.

Il n'y a pas eu de vol de l'identité des Canadiens par les Anglais, il y a eu un rejet de l'identité canadienne-française par la nouvelle identité québécoise progressiste, trudeauiste-Moriniste. On peut le regretter, mais la destruction du Canada français est largement l'œuvre des souverainistes pris dans une œuvre trudeauiste de longue haleine (le démembrement provincial), qu'ils ont été incapables ou n'ont pas voulu déchiffrer.

## 4- Formulaire d'adhésion

---

Faites parvenir ce formulaire à l'agent de liaison de la fédération à l'adresse de courriel [Pierre.Bouchard08@videotron.ca](mailto:Pierre.Bouchard08@videotron.ca). Nous vous contacterons pour le paiement.

### Fédération des Canadiens-Français Adhésion

Nom et prénom

Adresse

Téléphone

Courriel

Facebook

Comté électoral / ou région

Votre cotisation annuelle de 20 \$ doit être réglée par virement Interac à Pierre Bouchard. Avec un arrangement préalable elle peut aussi être réglée par chèque et envoi postal. Un reçu vous sera envoyé par courriel. Adhésion de soutien : 100 \$. Les paiements peuvent être étalés à raison de 10\$ par mois.

Le néo-nationalisme a rendu muette la nation canadienne-française.  
Pour lui redonner du poids politique, rejoignez nos rangs !